

**COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL
DE LYON**

N° 21LY02544

SOCIÉTÉ CPENR DE BRANSAT ET LAFÉLINE

Mme Christine Djebiri
Rapporteure

M. Christophe Rivière
Rapporteur public

Audience du 6 avril 2023
Décision du 27 avril 2023

29-035
C

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

La cour administrative d'appel de Lyon
7^{ème} chambre

Vu la procédure suivante :

Procédure devant la cour

Par une requête et un mémoire enregistrés les 26 juillet et 23 novembre 2021, la société CPENR de Bransat et Laféline, représentée par Me Gelas, demande à la cour :

1°) d'annuler l'arrêté du 25 mai 2021 par lequel le préfet de l'Allier a refusé de lui accorder une autorisation environnementale pour l'exploitation d'un parc éolien sur les communes de Bransat et Laféline ;

2) d'accorder à la société CPENR de Bransat et Laféline, l'autorisation environnementale sollicitée et l'assortir, en tant que besoin, des prescriptions nécessaires à la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ;

3°) à défaut, d'enjoindre au préfet de l'Allier de lui délivrer l'autorisation sollicitée et de fixer s'il y a lieu, les prescriptions techniques dans un délai d'un mois à compter de la notification de l'arrêt à intervenir ;

4°) de mettre à la charge de l'État et de chaque intervenant en défense une somme de 2 000 euros, au titre des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient que :

- les interventions ne peuvent pas être admises ;
- l'arrêté est insuffisamment motivé ;

– il est entaché d’une erreur manifeste d’appréciation dès lors que le préfet a adopté l’arrêté litigieux au regard des seuls enjeux que revêt la zone d’implantation du projet et a manqué de prendre en compte les mesures d’accompagnement prises par la société ;

– il est entaché d’une erreur manifeste d’appréciation au regard des enjeux paysagers ;

– il est entaché d’une violation de la loi en tant qu’il considère qu’une dérogation espèces protégées aurait dû être sollicitée au regard d’un seul risque en application de l’article L. 411-2 du code de l’environnement, et compte tenu du fait qu’il ne tient pas compte des effets des mesures d’évitement et de réduction.

Par des mémoires enregistrés les 15 octobre et 16 décembre 2021, ce dernier n’ayant pas été communiqué, la SCI Ambroise (famille Dupoux), représentée par Me Azan, conclut au rejet de la requête et demande de mettre à la charge de la société CPENR de Bransat et Laféline la somme de 9 500 euros hors taxe au titre de l’article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elle soutient qu’aucun moyen de la requête n’est fondé.

Par des mémoires enregistrés les 22 octobre et 17 décembre 2021, ce dernier n’ayant pas été communiqué, l’association « Cesset nature et patrimoine » dont le président est M. Fabien Malavaud, M. Tino Aguiar, M. Éric Beaumont, Mme Adèle Billon, Mme Anne de Bony de Lavergne, M. Florian Citerne, M et Mme Jean-Michel Desmon, Mme Isabelle De Durat, M. Florian Favier, M. Karl-Heinz Kastner, M. Christian Lamalle, Mme Huguette Laurent, MM. Louis et Jean-François Trehet, Mme Aline Tury, M. Valentin Villatte, représentés par Me Monamy, concluent au rejet de la requête.

Ils soutiennent qu’aucun moyen de la requête n’est fondé.

Par des mémoires enregistrés les 21 octobre et 18 novembre 2021, la ministre de la transition écologique conclut au rejet de la requête.

Elle soutient qu’aucun moyen de la requête n’est fondé.

Par une ordonnance du 30 mai 2022, la clôture de l’instruction a été fixée au 13 juin 2022.

Vu les autres pièces du dossier ;

Vu :

– le code de l’environnement ;

– l’arrêté du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d’instruction des dérogations définies au 4° de l’article L. 411-2 du code de l’environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

– l’arrêté du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l’ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

– le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l’audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique :
– le rapport de Mme Djebiri, première conseillère ;
– les conclusions de M. Rivière, rapporteur public ;
– et les observations de Me Gelas, pour la société CPENR de Bransat et Laféline, ainsi que celles de Me Lathoud pour la SCI Ambroise ;

Considérant ce qui suit :

1. La société CPENR de Bransat et Laféline a déposé, le 20 décembre 2018, une demande d'autorisation environnementale en vue d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant six aérogénérateurs et trois postes de livraison d'une hauteur totale en bout de pale de 241 mètres sur le territoire des communes de Bransat et Laféline. Le préfet de l'Allier a refusé, par un arrêté du 25 mai 2021, de faire droit à cette demande.

Sur les interventions :

2. Il résulte de l'instruction que l'objet de l'association « Cesset nature et patrimoine », dont le siège est à Cesset, commune proche du territoire où est prévu le projet éolien, est de *« défendre l'environnement et protéger les espaces naturels, le patrimoine bâti, la qualité des paysages, des sites et du patrimoine du département de l'Allier, du territoire de la communauté de communes Saint-Pourçain-Limagne et plus particulièrement des communes de [...] Laféline, [...], Bransat [...] lutter, notamment par toutes actions en justice, contre les projets et installations des parcs éoliens [...] qui sont incompatibles avec les sites remarquables, paysages, monuments, équilibres biologiques, espèces animales et végétales »*. Eu égard à son objet, cette association justifie d'un intérêt suffisant au maintien de la décision de refus contestée. Ainsi, ses conclusions en intervention, qui tendent aux mêmes fins que le mémoire en défense présenté par la ministre de la transition écologique, sont recevables et doivent être admises. Par suite, et sans qu'il soit besoin de se prononcer sur l'intérêt à agir des autres signataires de l'intervention collective présentée en défense, celle-ci peut être admise.

3. Il résulte de l'instruction que les éoliennes E1 et E2 sont à moins de 2 000 mètres du manoir dont la SCI Ambroise est propriétaire au lieudit « les Chapiats » à Laféline. Dans ces circonstances, et eu égard à la configuration des lieux, la SCI Ambroise justifie d'un intérêt suffisant au maintien de la décision de refus attaquée. Son intervention, qui tend aux mêmes fins que les conclusions présentées par la ministre de la transition écologique, doit également être admise.

Sur la légalité de l'arrêté du 25 mai 2021 :

4. En premier lieu, aux termes de l'article L. 211-2 du code des relations entre le public et l'administration : *« Les personnes physiques ou morales ont le droit d'être informées sans délai des motifs des décisions administratives individuelles défavorables qui les concernent. A cet effet, doivent être motivées les décisions qui : (...) »*

7° *Refusent une autorisation (...) »*. Contrairement à ce que soutient la requérante, l'arrêté contesté, qui mentionne les éléments de droit sur lesquels il repose, et rappelle le sens des avis dont le projet a fait l'objet ainsi que l'ensemble des considérations de fait qui ont justifié le refus d'autorisation, est motivé.

5. En second lieu, et aux termes de l'article L.181-3 du code de l'environnement : *« I. - L'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures qu'elle comporte assurent la prévention des dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles (...) L. 511-1 (...) »*. Aux termes de l'article L. 511-1 du même code : *« Sont soumis aux dispositions du présent titre (...), les installations (...) qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, (...) soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique (...) »*.

6. L'appréciation de l'exigence de protection et de conservation de la nature, des sites, des monuments et paysages énoncée ci-dessus implique une évaluation du lieu d'implantation du projet et puis une prise en compte de la taille des éoliennes projetées, de la configuration des lieux et des enjeux de co-visibilité, au regard, notamment, de la présence éventuelle, à proximité, de plusieurs monuments et sites classés et d'autres parcs éoliens, et des effets d'atténuation de l'impact visuel du projet.

7. Par ailleurs, aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : *« I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier, le rôle essentiel dans l'écosystème ou les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; (...) 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; (...) »*. Le I de l'article L. 411-2 du même code renvoie à un décret en Conseil d'État la détermination des conditions dans lesquelles sont fixées, notamment, la *« délivrance de dérogations aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, pouvant être évaluée par une tierce expertise menée, à la demande de l'autorité compétente, par un organisme extérieur choisi en accord avec elle, aux frais du pétitionnaire, et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : a) Dans l'intérêt de la protection de la faune et de la flore sauvages et de la conservation des habitats naturels ; b) Pour prévenir des dommages importants notamment aux cultures, à l'élevage, aux forêts, aux pêcheries, aux eaux et à d'autres formes de propriété ; c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement »*.

8. Il en résulte que la destruction ou la perturbation d'animaux appartenant à des espèces protégées, ainsi que la destruction ou la dégradation de leurs habitats, sont interdites. Le système de protection des espèces faisant l'objet d'une protection impose d'examiner si l'obtention d'une dérogation est nécessaire dès lors que des spécimens de l'espèce concernée sont présents dans la zone du projet, sans que l'applicabilité du régime de protection dépende, à ce stade, ni du nombre de ces spécimens, ni de l'état de conservation des espèces protégées présentes. Le pétitionnaire doit obtenir une dérogation « espèces protégées » si le risque que le projet comporte pour les espèces protégées est suffisamment caractérisé. A ce titre, les mesures d'évitement et de réduction des atteintes portées aux espèces protégées proposées par le pétitionnaire doivent être prises en compte. Dans l'hypothèse où les mesures d'évitement et de réduction proposées présentent, sous le contrôle de l'administration, des garanties d'effectivité telles qu'elles permettent de diminuer le risque pour les espèces au point qu'il apparaisse comme n'étant pas suffisamment caractérisé, il n'est pas nécessaire de solliciter une dérogation « espèces protégées ».

9. Dans son avis du 17 décembre 2019, la mission régionale d'autorité environnementale a souligné que les enjeux écologiques étaient forts à très forts sur la quasi-totalité de l'aire d'étude, l'étude d'impact ayant relevé des enjeux avifaunistiques forts pour les haies bocagères et les couloirs migratoires principaux. Elle souligne à cet égard, que le porteur de projet n'a pas suivi la recommandation du volet écologique de l'étude d'impact consistant à éviter l'implantation d'éoliennes dans les axes de migration principaux et également au niveau des haies bocagères. Il résulte aussi des pièces du dossier que l'implantation retenue des éoliennes est globalement perpendiculaire au sens migratoire. Il apparaît que, en phase d'exploitation, les risques de collision ne sont pas négligeables, en particulier pour les milans royaux, espèce protégée vulnérable, notamment lors des périodes de pics migratoires, la nuit et dans des conditions de visibilité réduite, et en phase de chasse, avec un phénomène d'attraction vers la base des éoliennes. Les risques de mortalité générés par les éoliennes E3 et E4 notamment, situées sur un axe de migration local, apparaissent à cet égard accrus, ayant été estimés à entre trente et soixante individus par machine et par an. Outre des mesures d'évitement et de réduction envisagées en phase chantier, est spécialement prévue la mise en place d'un système anticollision pour les éoliennes E3 et E4, avec détection par vidéo surveillance et effarouchement, actif au minimum du 15 août au 30 novembre et du 15 février au 15 mai, de jour, le pétitionnaire s'étant engagé à mettre en œuvre des mesures correctrices complémentaires de bridage périodique de ces machines en cas de mortalité observée. Il n'en reste pas moins que l'exploitant n'a fourni aucune précision sur le dispositif exact qu'il entend mettre ici en œuvre, l'efficacité des systèmes d'effarouchement, qui est contestée, étant par ailleurs très variable selon les modèles. Il apparaît également que, du fait de la présence à proximité du site, et en particulier des éoliennes E1, E3, E4, E5 et E6, d'arbres gîtes potentiels et de boisements de feuillus, de haies bocagères, de lisières forestières, de mares et de prairies, les enjeux chiroptérologique, spécialement pour la Noctule de Leisler (*Nyctalus leisleri*), la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*), la Noctule commune (*Nyctalus noctula*) et la Pipistrelle de Nathusius (*Pipistrellus nathusii*), sont très forts. Si, en raison des mesures de bridage envisagées, qui comportent notamment une suspension du fonctionnement des machines du 1^{er} avril au 15 novembre selon certaines conditions de température et de vitesse du vent, l'activité des chauve-souris serait évitée, au maximum, à hauteur d'environ 85 %, les pertes estimées demeurent relativement élevées selon les périodes de l'année, en particulier lors des épisodes de transit printanier ou automnal. Dans ces circonstances, et alors que l'effectivité

des mesures de réduction envisagées, surtout pour l'avifaune protégée, et spécialement pour les Milans royaux, n'est pas totalement garantie, il n'apparaît pas que les risques que le projet comporte pour les individus protégés de la faune aviaire ou de chiroptères seraient négligeables au point de pouvoir être regardés comme insuffisamment caractérisés.

10. Bien que les atteintes portées au paysage, qui est de grande qualité, sont réelles, elles n'apparaissent pas, compte tenu en particulier de la taille limitée du parc de Bransat et Laféline, et de l'étendue des espaces libres de toute implantation d'éoliennes, excessives au regard des exigences de l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il reste que, eu égard au risque relevé ci-dessus d'atteinte suffisamment caractérisée à des spécimens de faune protégée, et de l'obligation pour l'exploitant, dans une telle situation, de demander, en application de l'article L. 411-2 du même code, une dérogation « espèces protégées », le préfet pouvait ici légalement, pour ce seul motif, refuser la délivrance de l'autorisation sollicitée.

11. Par suite, la requête de la société CPENR de Bransat et Laféline doit, dans l'ensemble de ses conclusions, être rejetée.

Sur les conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

12. La SCI Ambroise, intervenant en défense, n'est pas partie à la présente instance. Ses conclusions présentées au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative doivent être rejetées.

DÉCIDE :

Article 1^{er} : Les interventions de l'association « Cesset nature et patrimoine » et de la SCI Ambroise sont admises.

Article 2 : La requête de la société CPENR de Bransat et Laféline est rejetée.

Article 3 : Les conclusions présentées par la SCI Ambroise au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent arrêt sera notifié à la société CPENR de Bransat et Laféline, au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires, à la SCI Ambroise et à l'association « Cesset nature et patrimoine », représentante unique des intervenants en défense en application du deuxième alinéa de l'article R. 751-3 du code de justice administrative.

Copie en sera adressée aux consorts Dupoux.

Délibéré après l'audience du 6 avril 2023 à laquelle siégeaient :

M. Picard, président de chambre ;

M. Seillet, président assesseur ;

Mme Djebiri, première conseillère.

Rendu public par mise à disposition au greffe, le 27 avril 2023.

La rapporteure,

Le président,

C. Djebiri

V.-M. Picard

La greffière,

A. Le Colleter

La République mande et ordonne au ministre de la transition écologique et de la cohésion du territoire, en ce qui le concerne ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition,
La greffière,